

Charleroi
essentiel

rien. L'idée est de raccor-
on au grand ring de Char-
us sommes sur des bassins
Il reste 13 km à terminer.
avez-vous eu en Belgi-

Michel Antoine nous a
partage cette idée que cet-
doit être réalisée. Il y a de
itudes entre nos territoires
ut y avoir que des synergies
s. Nous avons remis au
ne motion votée par notre
Il viendra nous voir en sep-
sera un acte politique fort.
engagement de commencer
x avant la fin de son mandat
Ce projet est inscrit dans un
de secteur qui prévoit de ter-
études fin 2008. Le tracé pré-
déjà.

reprises ont donc tout à
er...
bon projet qui permettra à
prises de développer un cou-
ffaires. Aujourd'hui, il faut
arts d'heure pour aller de
ge à Charleroi ; demain, il faut
minutes. Le développement
port de Charleroi pourra aus-
yer sur notre territoire. À ter-
tronçon permettra de réaliser
n Ruhr-Le Havre, de l'Allema-
s la façade atlantique. Nos
ses ont besoin d'avoir cette
sur leur développement.

G.B.

che actée et
ur Descamps



lisation de la friche textile
ynamiser le bassin d'emploi.

destiné à revitaliser le site et
gement le bassin d'emploi du
ennois. « Descamps doit tout
en œuvre pour recréer
plois », explique Sandrine Dan-
responsable du développement
rique à la CCIV qui soutient
initiative du cabinet Solfred.
pe textile met 210.000 € sur
s, tandis que le Crédit agricole
de 630.000 €. Cette envelop-
mettra d'aider des créateurs
prises via des prêts à taux 0,
emple. Quelques projets sont
irs d'étude. Le premier comité
ment se réunit le 11 juillet. Les
claires pourront toujours s'im-

Métropole. Deux parcs d'activités en projet

Le Business et le Heron Park correspondent à deux grands projets immobiliers de la métropole lilloise. Le premier est situé à Marcq-en-Barœul et le second en plein cœur de Villeneuve-d'Ascq.

11.000 m² de bureaux à Marcq-en-Barœul, c'est ce que proposera, une fois la construction finie, le projet du Business Park. Situé entre le monde des affaires sur les grands boulevards métropolitains et les quartiers plutôt résidentiels de Marcq-en-Barœul, ce nouveau concept de bureaux devrait accueillir plusieurs dizaines de PME.

« Nous proposons des locaux qui sont modulables. La surface minimum proposée est de 350 m². Ce qui permet notamment à une petite entreprise de s'y installer. Sachant que selon les demandes exprimées, 35 % des locaux seront des acquisitions et le reste de la location », explique Hugues Laffineur, cogérant de la société Tostain et Laffineur. Ce parc immobilier, outre son positionnement géographique, mise sur le mélange entre nature et béton. « C'est-à-dire que vous avez les avantages de la ville sans en avoir les



Le Heron Park sera déjà présent lorsque le Grand Stade du LOSC sera construit, un plus pour ce nouveau projet.

inconvenients. Par exemple, les parkings ne seront pas apparents, ils se situeront en dessous des immeubles surélevés. Ce qui permet notamment un gain de place permettant de mettre en place de vrais espaces de détente. »

Ce sont environ 15 M€ investis dans le Business Park. La fin de la construction des six premiers bâtiments est prévue pour septembre 2008. La totalité du parc, soit dix immeubles, devrait être livrée début 2009.

Le Heron Park au cœur de Villeneuve-d'Ascq

Deuxième projet métropolitain d'envergure, le Heron Park. Situé à Villeneuve-d'Ascq et Lezennes, ce concept alliera des offres de loisirs avec des commerces et des bureaux. Concernant les bureaux, c'est une surface de 8.500 m² qui devrait être livrée fin 2009. « Des entreprises de tertiaire aux commerces de proximité en passant par les sociétés de loisirs, tous cohabiteront dans ce nouveau

parc d'activités », souligne Hugues Laffineur.

Pour un investissement de 25 M€, ce nouveau parc urbain accueillera notamment un cinéma UGC de 12 salles, 13.000 m² de commerces dédiés aux loisirs et à la culture et 5.600 m² de restaurants, en plus des bureaux. Deux projets d'envergure qui feront bouger encore un peu plus l'activité lilloise dans les deux années à venir.

Thomas Baume

Routes HQE. Le conseil général veut mettre les entreprises sur une voie durable

Précurseur national sur la voie des « routes durables », le Département du Nord lance un appel aux entreprises. L'enjeu : élaborer ces axes du futur respectueux de l'environnement.

Le 29 mai, le conseil général attirait à Lille trois cents acteurs politiques et économiques de la France entière dont un tiers d'entreprises, séduits par la démarche qualité engagée pour la route. Selon José Cohen, directeur général adjoint au Département, « les entreprises étaient nombreuses pour deux raisons : nous sommes devenus un très gros poids lourd dans le domaine routier avec un plan opérationnel qui va générer de l'activité économique ; nous allons doubler l'activité routière dans le Nord. »

Appel à la créativité
Rappelant que 25 % des émissions de CO2 viennent de la route, Rémi



Les routes de demain devront être « durables » dans le Nord. (Ph. DR)

Pauvros, vice-président du conseil général en charge des infrastructures, soulève ce paradoxe : « La route pollue, fait du bruit, défigure le paysage, mais la route est porteuse de développement économique. La demande est très forte. » Pour lui, ce qui coûte le plus, c'est le travail de recherche en amont, pas forcément la réalisation. D'où l'appel lancé aux entreprises. Certaines sont déjà engagées naturelle-

ment comme les acteurs de BTP-VRD. Eiffage a, par exemple, son directeur du développement durable. D'autres sociétés se positionnent sur ce marché du développement durable à l'image des paysagistes, comme le bureau Empreinte à Roubaix.

Un pôle de compétitivité ?
« Nous attendons des propositions de produits nouveaux qui servent

le développement durable. Demain, on ne fera que de la route durable. Le problème est donc commercial pour redonner une image positive à la route qui servira aussi de renouvellement de l'image des entreprises de BTP », estime José Cohen. « Nous souhaitons développer un pôle de recherche. Faut-il aller jusqu'à un pôle de compétitivité ? Le Nord porte sa candidature », annonce Rémi Pauvros. Maître d'œuvre, le Département s'est doté d'une méthodologie renforcée par le transfert des routes nationales. Le président Bernard Derosier rappelle les trois outils de planification : « 1,5 md€ à 15 ans dans le Schéma routier et cyclable, 500 M€ dans le Plan routier départemental et 567 M€ dans le Plan spécifique aux nationales transférées. » Pour l'instant, aucune route du Nord n'est labellisée HQE mais le conseil général espère rouler jusqu'à cette certification.

G.B.